

Echec d'un scénario terroriste

Médiatrice

Véronique Maurus

En ces temps moroses, une bouffée d'optimisme est la bienvenue. D'ordinaire, la lecture du courrier des lecteurs, ne s'y prête guère : erreurs et omissions, critiques, remarques ; par définition s'expriment surtout les mécontents – heureusement pas toujours les mêmes. Mais, en ce début décembre, suivant l'affaire des neuf présumés « terroristes » soupçonnés de malveillance contre la SNCF, une brassée de courriels est venue nous mettre un peu de baume au cœur. A une exception près, tous étaient positifs, voire, pour certains, guillerets.

« Le reportage d'Isabelle Mandraud et de Caroline Monnot, "Les neuf de Tarnac", le 21 novembre est un vrai rayon de soleil

dans un sinistre quotidien, écrit, par exemple, Jean-Claude de Cat (Aiglemont, Ardennes) (...). C'est, depuis mai 2007, la première fois que je ne désespère plus. Le chemin, certes, est encore long (...), mais la voie est ouverte. »

« J'ai lu l'article à haute voix à un ami, en même temps que je le découvrais – et sur les recommandations d'une autre amie, ajoute Frédéric Brugeilles (Saint-Denis). C'est une histoire incroyable et terrible (...). C'est simplement formidable. » Tout aussi chaleureux est le courriel de Laurent Quintard : « C'est un exemple de journalisme humain, sensible et intelligent et qui va à contre-courant de la pensée dominante. Merci parce que, depuis le début de l'affaire, je suis très perplexe. Continuez. »

En place des critiques habituelles, quelques questions : « Vous écrivez Julien Coupat, 34 ans, en toutes lettres, relève André Aubriet (Pont-Sainte-Marie, Aube). Les autres membres du groupe, majeurs également, ne sont cités que par le prénom, l'initiale du patronyme et la formation universitaire (...). Tous selon le droit sont présumés inno-

cents (...). Pourquoi cette différence de traitement ? » M. Aubriet a raison sur le fond. Si Le Monde a fait une exception, non dans le premier article, le 12 novembre, mais à partir du suivant, le 13 novembre, c'est que la police avait désigné les neuf personnes mises en examen sous le terme de « groupe Coupat ». Dès lors, le nom était sur la place publique – il était difficile, en outre, d'écrire le « groupe C. ».

Christophe Maillard (Comines, Nord), sur le même sujet, réagit à une autre enquête, publiée le 4 décembre. « L'obsession de l'ultragauche » racontait comment la thèse du terrorisme idéologique s'était développée Place Beauvau, et citait la ministre de l'intérieur. « Les fortes paroles de M^{me} Alliot-Marie définissent donc le terroriste français modèle 2008 : un allergique au portable, vivant dans un endroit tranquille et entretenant de bonnes relations avec son voisinage, note-t-il. Il se trouve que, comme des millions de mes concitoyens, j'habite dans un hameau, que j'entretiens de bonnes relations avec un voisinage qui, je pense, n'avertirait effectivement d'un danger imminent et que j'envisage sérieusement de me séparer d'un téléphone portable dont l'usage est inversement proportionnel au coût. Dois-je donc, une fois cet acte scandaleux accompli, craindre l'assaut de ces hommes encagoulés qui ont embarqué une bande de neuf jeunes marginaux ? » Même remarque de Monique Devauton, (Paris) : « Le lobby de la téléphonie mobile arrive à un résultat qu'il n'avait peut-être pas imaginé : refuser l'usage du portable vous classe aujourd'hui d'emblée comme hautement suspect (...). »

Jean-Claude Bayol (Colmar), lui, s'interroge : « J'ai eu l'impression, peut-être fautive, que cet article donnait à MAM l'occasion d'un plaidoyer pro domo. Il ne s'agit peut-être que d'expliciter la démarche politique et intellectuelle de la ministre, mais tout de même ! Quand on lit ses déclarations, sans aucun commentaire dans un article séparé, on est en droit de s'interroger. » La réponse était dans le titre, assez distancé pour montrer que la rédaction ne reprenait pas à son compte les thèses développées Place Beauvau.

La qualité, indéniable, des articles ne suffit pas à expliquer la teneur exceptionnellement positive des réactions. La passion politique non plus. Le journal s'est en effet gardé de prendre position sur l'enquête en cours. Ni éditorial ni analyse. Il n'a pas hurlé avec les loups, ni contre. Il s'est contenté d'informer, de vérifier, d'enquêter, bref de faire un travail de journaliste, ni plus ni moins.

Ce faisant, il a, très vite, pris du recul, non vis-à-vis de l'enquête mais de sa mise en scène politique. « L'enquête se poursuit, elle dira le fin mot de l'affaire. Nos doutes portent sur la qualification de "terroriste" du groupe », explique Isabelle Mandraud. Là est peut-être la clé de l'enthousiasme des lecteurs. Pour une fois, la politique scénarisée (« storytelling » en bon français) a échoué à provoquer l'emballement médiatique attendu.

Le scénario était pourtant bien ficelé : interpellation musclée, à l'aube, par des forces spéciales en cagoules et gilets noirs,

façon ninjas, perquisition sous l'objectif des caméras, communiqué triomphal et conférence de presse de la ministre en personne. Relance, trois jours plus tard, par le procureur de Paris, qui parle de « lutte armée » et de « structure à vocation terroriste » – en admettant toutefois qu'on ne dispose pas « d'éléments solidifiés pour l'instant ». Bref, un remake des Brigades rouges, version France profonde.

Il n'a pas pris. Pourquoi ? Le lancement, le 11 novembre, a sans doute été trop précipité : une conférence de presse convoquée deux heures à peine après la tombée du communiqué, alors que les perquisitions sont encore en cours, éveille forcément le soupçon de mise en scène. Le casting laissait à désirer : quoi que l'enquête révèle ultérieurement, le profil des « neuf », ne correspond guère à celui de « terroristes », ni même de clandestins – certains habitent chez leurs parents ! La mobilisation du village de Tarnac en leur faveur a aggravé le malaise.

L'intitulé, enfin, était sans doute un rien trop accrocheur. L'incrimination pour « terrorisme » est très lourde. Une interpellation « classique » au motif de dégradation de biens publics aurait eu certes moins de résonance, mais elle n'aurait pas suscité la méfiance.

A moins que la politique scénarisée, à force d'abus, commence à perdre ses effets auprès d'un public – et de médias – de mieux en mieux avertis. Voilà qui, pour le coup, serait une bonne nouvelle. ■

Courriel : mediateur@lemonde.fr

Au courrier des lecteurs

Réguler n'est pas réglementer

Les médias font preuve de facilité – ou d'américanisme – en reprenant directement un mot américain alors qu'il existe un mot français qui en est la traduction exacte. Le mot anglais « regulation » se traduit par « réglementation ». Traduire par régulation (des banques) est un faux sens. Il est vrai que le mot anglais a les deux sens. Mais en français, on régule un cours d'eau pour qu'il s'écoule tranquillement ; on régule la température d'un local. Par contre on réglemente la conduite routière, la chasse, le crédit à la consommation ; c'est de cela dont il s'agit pour le fonctionnement des banques. Seul M. Strauss-Kahn utilise le bon mot. On a eu les mêmes détournements entre « compétition » en anglais pour compétition, alors qu'il existe en français « concurrence ». Compétition s'applique en particulier au sport pour désigner un gagnant après un processus strict de bout en bout réglementé ; entre « opportunity » en anglais, alors qu'il existe en français « occasion » – situation, événement favorable dont il faut profiter. L'opportunité est un jugement de valeur du caractère opportun d'un choix, d'une décision qui convient dans le contexte.

Etienne Grimanelli
Vence (Alpes-Maritimes)

Chefs buralistes

Je ne sais si l'expression « droits humains » est plus « moderne » mais elle est certainement fautive, et ce pour deux raisons. Tout d'abord, l'expression « droits de l'homme » à condition que « homme » soit écrit avec un « h » majuscule, n'a aucune connotation sexiste et n'exclut nullement les femmes. En effet, à l'exception de quelques rares pronoms, le neutre n'existe pas en français. C'est dont le masculin qui remplit cette fonction, mais du même coup, il perd son caractère masculin pour devenir le genre non marqué. Ainsi, lorsqu'on dit : « Le cheval a été pendant des siècles le seul moyen de locomotion », on n'exclut évidemment pas les juments.

Ensuite, dans l'expression « droits de l'homme » on ne se trouve pas en présence d'un qualificatif, qui pourrait justifier l'usage de l'adjectif « humains », mais en présence d'un génitif : ce sont les droits qui appartiennent à l'homme. Ou alors, appelons les

chefs de bureau dans les ministères des chefs buralistes !

Mériadec Rivière
Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine)

Faire de La Poste un grand service public

(...) Il ne faut pas fermer les bureaux de poste de nos bourgs : il faut en faire un grand service public à la disposition des citoyens. Voici des propositions : Elle reste une banque pour aider les personnes qui ont des projets et en particulier des jeunes à qui elle pourra octroyer des microcrédits. S'occupant toujours du courrier et des envois, elle pourrait avoir un service d'achat en ligne. Elle aiderait à faire les commandes et recevrait les colis. Elle pourrait aussi avoir un service d'aide à la personne : envoyer une aide ménagère, trouver une ambulance pour se rendre en urgence à l'hôpital, aider le convoiturage. Enfin, elle pourrait devenir un centre d'information (facile avec Internet), mettre des ordinateurs à la disposition du public et aider les personnes ne sachant pas se servir d'un ordinateur. Ces activités pourraient se faire en collaboration avec le service social de la mairie. Ainsi la poste deviendrait un centre indispensable dans une bourgade (...).

Louise Harel
Paris

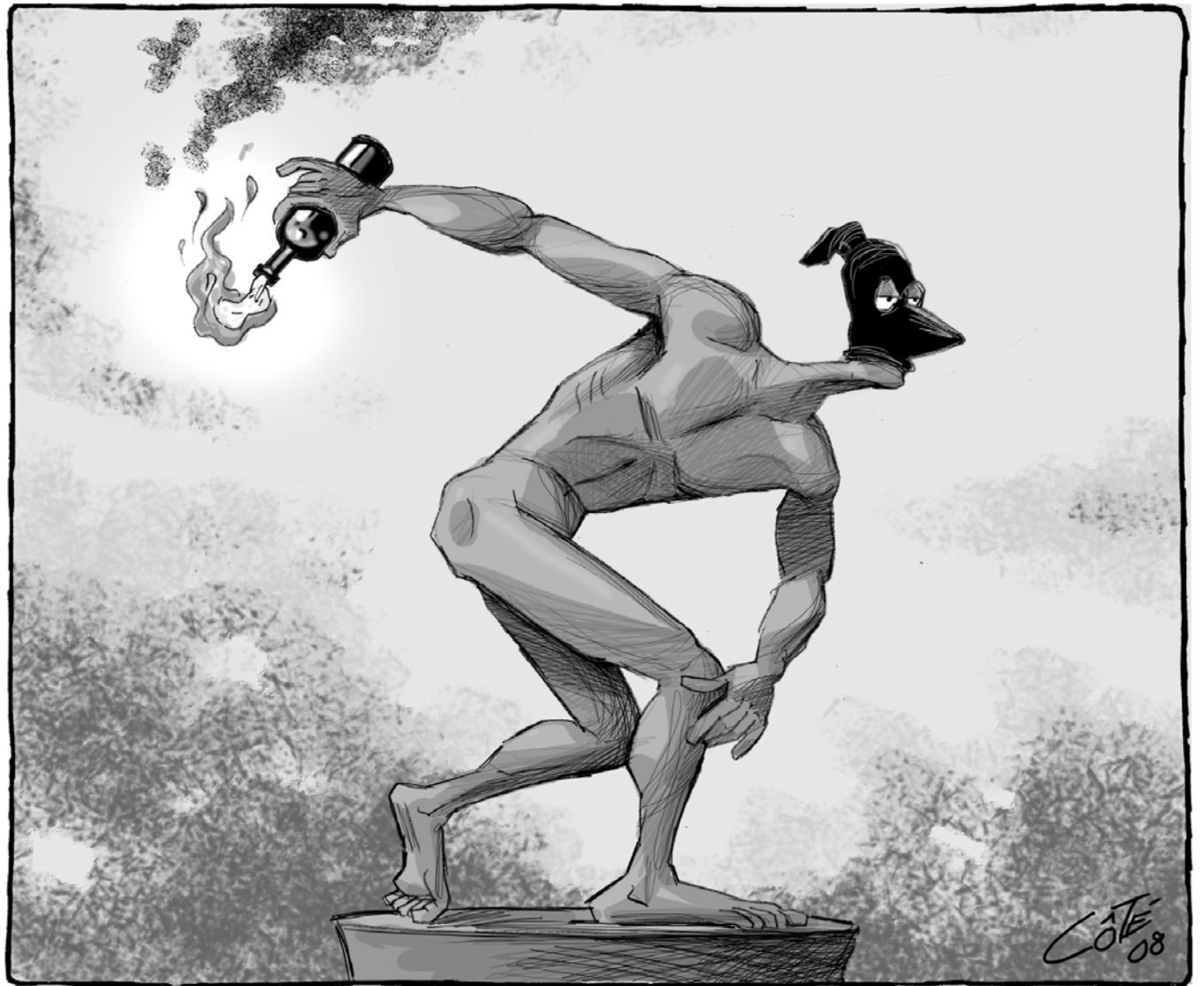
Des baffes plutôt viriles

Il fut une époque pas si lointaine où à 12 ans vous preniez une raclée monumentale lorsque vous étiez pris à faire des conneries, plus fréquemment en prime une seconde suivait à la maison. En cas de récidive, le tarif était doublé. En général on n'allait pas au-delà. Dans les internats des années 1960, la mode était au gravage des tables d'études : le tarif consistait en une série de baffes plutôt viriles administrées par le « pion », suivies d'autres non moins appuyées par le « surgé » avec en sus des jours de retenue aux vacances pour gratifier et réparer lesdites tables (j'ai connu). Comme ça vous aviez des souvenirs.

Heureusement ces temps obscurs et violents sont révolus. Dorénavant ce sera la plainte au parquet, le tribunal, le casier judiciaire, les suivis psycho-machins de tout acabit, éventuellement la prison et sa chaude camaraderie, et l'étiquetage n'attendant pas le nombre des années le tout vous suivra toute votre vie.

Jean-Louis Maigrot
Dijon

Emeutes en Grèce par André-Philippe Côté



Dessin d'André-Philippe Côté paru dans « Le Soleil » (Québec). CARTOONS@COURRIERINTERNATIONAL.COM

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Antoinette Fouque

À LA SUITE de l'article intitulé « Le féminisme pour les nuls » (Le Monde du 10 octobre), nous avons reçu d'Antoinette Fouque la mise au point suivante :

Contrairement aux propos de Caroline Fourest auxquels j'entends répondre, c'est bien un jour d'octobre 1968 que le MLF est né. Le 1^{er} octobre, Monique Wittig, Josiane Chanel et moi-même, nous avons proposé pour la première fois une réunion entre femmes. Nous venions d'un comité d'action culturelle (le CRAC) créé en mai 1968 dans la Sorbonne occupée, nous étions de gauche, mais sans lien avec une quelconque organisation politique. Auparavant, il n'existait pas de groupes non mixtes indépendants. Cette non-mixité et cette indépendance politique programmées ont fondé l'identité du Mouvement de libération des femmes. Plusieurs facteurs, économiques,

politiques, culturels, ont rendu possibles cette rupture historique et ce saut qualitatif. Le mouvement n'a pas été « décrété » comme il est dit dans l'article, il n'y a pas de génération spontanée, mais il y a eu, assurément, un engagement fondateur.

D'octobre 1968 à mai 1970, date de sortie publique du MLF à l'université de Vincennes, il y a eu deux ans de réunions et d'actions à Paris et en banlieues, de voyages en Europe, de rencontres. Souvenirs, agendas, notes de réunions, tracts, photos, l'attestent. Les femmes qui ont vécu cette période sont pour certaines toujours là, archives vivantes, actrices et auteures de leur propre histoire.

Pourtant, dire cette réalité a été qualifié d'« OPA » dans l'article précité. Deux ans de vie y sont effacés, deux années de lutte éradiquées, pour faire de l'année 1970 l'« année zéro » du MLF. La reconnaissance

du MLF par les médias – sa légitimation par la société du spectacle –, à l'occasion du dépôt d'une gerbe à la femme du soldat à l'Arc de triomphe, le 26 août 1970, est ainsi substituée à sa naissance réelle. Mais faire prévaloir le baptême sur la naissance revient à priver les femmes de leur pouvoir propre de création.

Ce coup d'éclat médiatique a été suivi en novembre 1970, en assemblée générale, de la distribution d'un tract « Pour un mouvement féministe révolutionnaire ». La proposition de remplacer « femmes » par « féminisme » et de supprimer le terme de « libération » a alors provoqué un débat houleux. Refusant la rupture de 1968, certaines tenaient à se situer dans la continuité d'un féminisme ancien et à se réclamer de la pensée du Deuxième sexe (1949) de Simone de Beauvoir.

Le travail de Psychanalyse et Politique s'attachait, quant à lui, au

contraire à déconstruire le féminisme comme idéologie et à faire émerger un sujet femme.

J'aurais encore décidé en 1979 d'« exploiter » le « sigle MLF ». A cette date le mouvement était menacé d'émiettement ou de détournement par les partis. Beaucoup de féministes avaient abandonné ce sigle. Nous qui l'avions toujours revendiqué avec une permanence irréfutable, nous avons réinscrit son existence en créant une association 1901. Et nous en avons protégé le nom, bien plus précieux qu'une marque.

Ainsi, le 1^{er} octobre 1968 est né un puissant mouvement de civilisation qui a ouvert un champ nouveau de pensée. Les femmes sont passées de l'expérience à un savoir. Aujourd'hui, il y a une science des femmes, une féminologie. Tandis que d'autres sigles sont tombés dans l'oubli, MLF rayonne. ■